



MÉMOIRE

**Les médias écrits :
Une industrie au cœur d'une crise de mutation sévère**

présenté à

La Commission des transports et de l'environnement

Le 13 avril 2010

Présentation de RecyclemédiAs

RecyclemédiAs est l'organisme accrédité pour représenter les médias écrits aux termes de la *Loi sur la qualité de l'environnement*. Au total, RecyclemédiAs représente 10 quotidiens et 260 journaux hebdomadaires, notamment du groupe Gesca, de Corporation Sun Media, de Médias Transcontinental, ainsi que *The Gazette* et *Le Devoir*.

RecyclemédiAs représente également les hebdomadaires ethniques, Hebdo Québec (l'association des hebdo du Québec), l'Association des magazines, le *Quebec Community Newspaper Association* ainsi que l'Association des journaux communautaires.

Sommaire de notre argumentaire

Il s'agit du troisième mémoire présenté par RecyclemédiAs devant cette commission parlementaire, et ce, depuis 2002. Depuis toutes ces années, RecyclemédiAs insiste sur l'argumentaire suivant :

- ✓ RecyclemédiAs et ses membres sont en faveur de la protection de l'environnement et croient au principe de développement durable
- ✓ Les médias écrits sont des catalyseurs du développement social : ils jouent un rôle important dans le développement et la promotion de la culture en plus de favoriser le droit à l'information et à la démocratie
- ✓ Les médias imprimés sont les pionniers du recyclage : ils sont récupérés à plus des deux tiers

- ✓ Partout dans le monde, ils profitent d'un statut particulier sur le plan de la gestion des matières résiduelles : ils ne sont pas de simples contenants ou encore du matériel d'emballage. Il n'est pas un État de par le monde où l'on exige des médias écrits une contribution directe au programme de gestion des matières résiduelles
- ✓ Les médias imprimés représentent une valeur économique significative et une source de financement pour les activités de collecte et de valorisation
- ✓ Le papier journal est la seule matière qui atteint l'objectif de récupération de 60 % fixé par le plan gouvernemental 1998-2008
- ✓ Le papier journal utilisé par les médias écrits est en constante régression depuis 2006 passant de 173 000 tonnes à 161 000 tonnes en 2007; les données préliminaires pour 2008 signalent encore une baisse de tonnage par rapport à 2007;
- ✓ Le soutien publicitaire est essentiel au développement de la collecte sélective, dans les villes et villages d'ici, lequel est assuré depuis 2005 par une contribution annuelle en valeur de 1,3 M\$ des médias écrits
- ✓ Les médias écrits versent déjà, contrairement à l'Ontario, une somme annuelle dépassant les 24 M\$ en taxe sur les produits et services

- ✓ Les coûts nets négociés de la collecte sélective démontrent déjà que les municipalités doivent investir 70 cents/la porte pour la sensibilisation au recyclage
- ✓ Comme société, si nous souhaitons protéger et promouvoir notre culture, comme nous le faisons pour l'environnement, nous ne pouvons pas faire abstraction du sort des médias écrits. Menacer leur survie en alourdissant leur fardeau financier, que ce soit pour payer la collecte des matières résiduelles ou autre, revient à enfreindre directement la notion de développement durable
- ✓ Toute mesure qui pourrait accentuer la fragilité des médias écrits d'information constituerait un recul social et démocratique inacceptable et pourrait contribuer à accentuer l'isolement des régions. À titre d'illustration, le poids moyen des informations communautaires dans un journal d'ici est beaucoup plus élevé que dans l'ensemble des autres médias
- ✓ Il ne faut jamais oublier que, dans bien des régions, le journal local constitue la véritable source d'information qui **témoigne de la vie économique, sociale, culturelle et politique d'une communauté**. D'autant plus que la télévision et la radio ont pratiquement abandonné l'information dans les régions.
- ✓ Un média écrit anime et participe au débat social duquel émane souvent l'énergie qui peut faire bouger les choses

- ✓ Les médias écrits sont fragilisés par l'apparition d'une concurrence sans précédent de la part des médias électroniques et des nouvelles technologies

Dans son dernier mémoire, Recyclemédiat a beaucoup insisté sur la situation économique fragile des médias écrits. Depuis sa présentation, cette situation s'est grandement aggravée.

La crise économique et financière a été ni plus ni moins catastrophique pour les médias écrits.

Avant de rappeler en détail les principaux éléments appuyant le sommaire de l'argumentaire présenté ci-haut, permettez-nous d'énumérer quelques éléments importants qui donnent une indication du niveau de fragilité des médias écrits. Ces éléments devraient motiver le gouvernement à ne pas fragiliser davantage ceux qui, au dire même du président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), M. Bernard Généreux, « *effectuent un travail essentiel en relayant l'information nécessaire au sain exercice démocratique.* »

« Une présence médiatique forte et indépendante constitue, aux yeux de la FQM, un élément essentiel à la vitalité des communautés régionales. »

Les médias écrits sont plus que jamais en crise

Parmi les éléments qui expliquent cette situation, les constats suivants s'imposent :

- Le recul des revenus publicitaires et l'effondrement du marché des petites annonces;
- L'impact d'Internet qui a multiplié les moyens d'accéder à un public ciblé;

- Le développement de la culture de la gratuité qui se répand à une vitesse folle.

Quelques chiffres

- 18 % : la baisse des revenus publicitaires des quotidiens au Canada en 2009, selon les données de l'Association canadienne des journaux,
- 29 % : la baisse des revenus publicitaires des journaux aux États-Unis en 2009 par rapport à 2008, selon l'Association américaine des journaux,
- 34 000 : le nombre d'emplois perdus dans les quotidiens américains depuis 2008, soit 10 % de la main-d'œuvre, selon Paper Cuts,
- 44 % : la baisse des revenus publicitaires des journaux aux États-Unis depuis les trois dernières années, selon l'Association américaine des journaux,
- 143 : le nombre de journaux qui ont fermé leurs portes dans les derniers mois, selon le site Paper Cuts qui suit sur une base régulière l'évolution des journaux américains,
- 66 % : le pourcentage de la perte des revenus provenant des petites annonces dans les quotidiens américains au cours des quatre (4) dernières années, selon l'Association américaine des journaux,
- 90 % : l'augmentation du lectorat des quotidiens sur Internet au Canada entre 2001 et 2007, selon NADbank.

À titre d'illustration, de récentes données compilées par l'Association canadienne des journaux montrent la perte significative des revenus publicitaires entre 2008 et 2009 dans les secteurs suivants, au Canada :

<u>Automobile</u>	<u>Général</u>	<u>Détail</u>	<u>Classé</u>
<u>(16,9) %</u>	<u>(9,3) %</u>	<u>(12) %</u>	<u>(20,6) %</u>

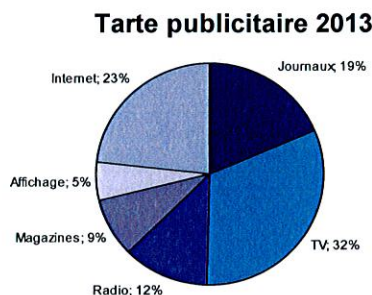
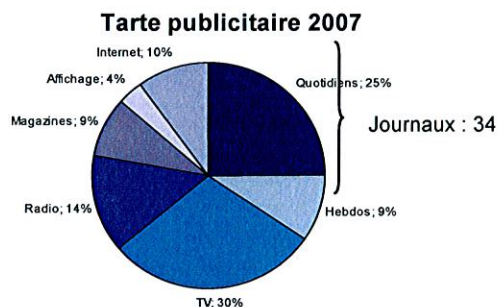
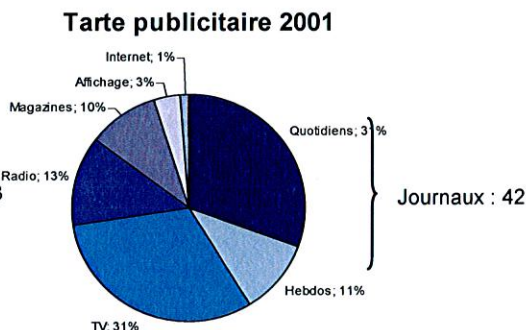
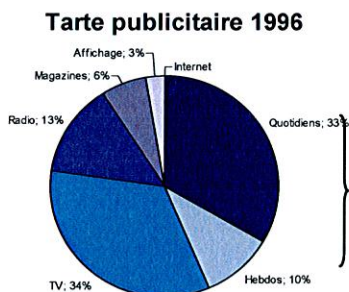
Les journaux publiés au Québec n'échappent pas à cette tendance comme l'illustre le tableau ci-après :

<u>Automobile</u>	<u>Général</u>	<u>Détail</u>	<u>Classé</u>
<u>(11,2) %</u>	<u>(9,2) %</u>	<u>(5,7) %</u>	<u>(14,9) %</u>

Effritement graduel des parts de marché des journaux au Canada

Selon une étude de PriceWaterhouseCoopers, la part de marché des journaux est passée de 43 % à 34 % entre 1996 et 2007.

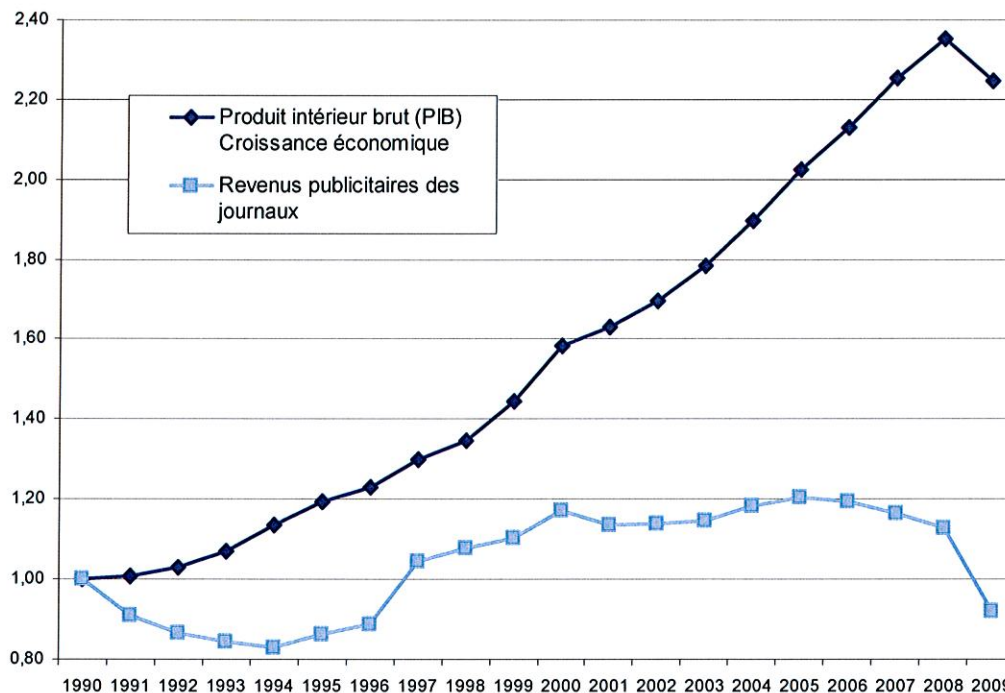
L'on prévoit qu'elle s'effritera graduellement pour atteindre 19 % en 2013, comme l'illustre le tableau ci-après.



Un autre tableau est aussi révélateur de l'évolution des revenus publicitaires des journaux en comparaison du PIB. L'évolution d'une industrie, par rapport au PIB, est un indicateur de la santé financière de cette industrie.

Selon le tableau ci-après, force est de constater que depuis 2000, les revenus de publicité des journaux sont loin de suivre l'évolution du PIB.¹

Évolution des revenus de publicité dans les journaux vs PIB (Canada)



Autres effets et conséquences de la crise économique et financière

Au Canada

Canwest (*The Gazette*, *The National Post* ...)

- 560 emplois coupés

¹ Source : ZenithOptimedia et Association canadienne des journaux

- L'entreprise négocie avec ses prêteurs pour éviter de se placer sous la protection de la *Loi sur la faillite*
- Chute de sa capitalisation boursière de 78 %
- Impartition à l'extérieur du Québec

The Gazette

- Abolition de 45 postes

La Presse

- Compressions budgétaires
- Fin de l'édition du dimanche

Sun Média

- 600 emplois coupés
- Fermeture de deux hebdomas (Trois-Rivières et Charlevoix)
- Élimination de deux éditions hebdomadaires (Sept-Îles et Baie-Comeau)
- Fermeture du quotidien *24 heures* de Gatineau
- Abandon de la publication papier de l'hebdomadaire ICI

Transcontinental

- Abolition de 1 500 postes / 300 postes au Québec
- Gel des embauches
- Deux titres passent de deux parutions par semaine à une seule

Chez nos voisins américains

The Boston Globe

- Compressions budgétaires de 20 M\$

Tribune Co. (Los Angeles Times, Chicago Tribune)

- S'est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi sur la faillite américaine
- 400 postes coupés dont les deux tiers dans la salle de rédaction

Philadelphia Inquirer and Philadelphia Daily News

- Faillite

San Francisco Chronicle

- Perte de 50 millions en 2008

McClatchy (Miami Herald)

- 1600 emplois coupés (15 %) en mars 2009 + 1400 en 2008

Gannett (USA Today)

- Suppression de 10 % de ses effectifs dont 5 % dans les salles de nouvelles

New York Times

- Suppression de 100 postes dans la salle de nouvelles

Argumentaire détaillé

Introduction

RecyclemédiAs est en faveur de la protection de l'environnement.

Ses membres en témoignent dans leurs opérations quotidiennes : directement ou par le biais de leurs imprimeurs, ils s'assurent d'avoir des procédés de fabrication à la fine pointe de la technologie de façon à tenir compte de leur responsabilité environnementale.

La majorité utilise du papier contenant un pourcentage important de fibres recyclées et les encres utilisées sont non polluantes et dans certains cas végétales.

Ces procédés de fabrication incluent la récupération des huiles usées et des autres matières polluantes, et ce, de façon sécuritaire et conforme à la protection de l'environnement.

RecyclemédiAs croit aussi au principe de développement durable qui permet non seulement d'assurer un environnement adéquat à la population mais aussi le développement économique et social du Québec.

Les médias écrits sont de véritables **catalyseurs pour le développement social** et le développement de l'identité du Québec étant donné le rôle qu'ils jouent.

Chaque publication propose, à sa façon, une vitrine sur notre culture, ses artisans, mais aussi sur les forces vives qui l'animent. Les médias écrits participent ainsi au développement de notre société et représentent un ingrédient indispensable à la notion de développement durable, au bénéfice de l'ensemble de la population.

Les médias écrits sont **cependant fragilisés** par l'apparition d'une **concurrence sans précédent** de la part des médias électroniques et des nouvelles technologies.

C'est une fenêtre sur la culture d'ici qui risque de se refermer.

Si, comme société, nous souhaitons **protéger et promouvoir notre culture**, comme nous le faisons pour l'environnement, nous ne pouvons faire abstraction du sort des médias écrits.

Alourdir leur fardeau financier, que ce soit pour payer la collecte des matières résiduelles ou autre, revient à menacer la survie des médias écrits en plus d'enfreindre directement la notion de développement durable et de contribuer à accentuer l'isolement des régions.

Pour les municipalités, les journaux jouent un rôle inestimable avec cette contribution significative. Puisqu'un exemple vaut mille mots, signalons sur ce point que pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2010, le poids média moyen des informations communautaires dans *La Tribune* (Sherbrooke) était de 44 %.²

Aspects institutionnels

Développement et promotion de la culture

Les médias écrits jouent un rôle fondamental dans le développement de notre société, la promotion de la culture, en plus de représenter des lieux de mémoire collective.

Ils constituent le principal véhicule d'expression de la langue écrite dont la qualité est si essentielle à l'épanouissement du Québec.

² Influence communications : analyse de la couverture médiatique

De plus, ils consacrent énergie et ressources à la promotion de la culture d'ici, des artistes et de leurs créations.

Tantôt **partenaires des initiatives du milieu culturel**, tantôt des témoins de sa vitalité, les quotidiens, les hebdomadaires et les magazines contribuent à transmettre et à préserver ce que notre patrimoine commun compte de plus précieux.

La culture, c'est l'âme, l'histoire et le fondement de toute société.

Droit à l'information et à la démocratie

Nous croyons que pour la santé de la **démocratie**, le **progrès de la culture et du niveau d'éducation**, le maintien du lectorat de nos quotidiens, de nos hebdomadaires et de nos magazines constitue un objectif de société essentiel.

Les médias écrits constituent effectivement le principal **véhicule** par lequel s'exerce la **liberté de la presse** qui permet de satisfaire le droit du public à l'information.

Les quotidiens, les hebdomadaires et les magazines sont les chiens de garde de la démocratie **car ils permettent aux citoyens de disposer de l'information la plus complète possible pour choisir leurs représentants et participer aux débats publics.**

Il ne faut jamais oublier que, dans bien des régions, le journal local constitue la véritable source d'information qui **témoigne de la vie économique, sociale, culturelle et politique d'une communauté.**

Un média écrit anime et participe au débat social duquel émane souvent l'énergie qui peut faire bouger les choses. Il est donc important de maintenir et de favoriser les médias écrits dans les régions.

D'autant plus que la télévision et la radio ont pratiquement abandonné l'information dans les régions.

Ce sont les quotidiens qui possèdent les plus importantes salles de nouvelles. Par exemple, à Sherbrooke, il y a plus de journalistes dans la salle de nouvelles de *La Tribune* que de toutes les stations de télévision et de radio réunies.

Et ce, malgré le fait que la télévision et la radio profitent d'un soutien gouvernemental par le biais de subventions et de licences contrôlées par le CRTC.

La disparition de salles de nouvelles appartenant à des radios ou encore à la télé, comme on a pu le voir notamment en Gaspésie, a été déploré maintes fois sur la place publique.

Les journaux génèrent des emplois, participent à l'économie locale et sont impliqués dans leur communauté.

Ils contribuent également à la réalisation des objectifs des organismes et des centres d'aide dans leur milieu.

Même dans nos grandes villes, les hebdomadaires sont les témoins de la vie de quartier qui est l'âme de ces grands centres.

Toute mesure qui pourrait **accentuer la fragilité** des médias écrits d'information constituerait un **recul social** et **démocratique** inacceptable.

Les médias écrits au Québec doivent être protégés au même titre que la langue.

Les médias imprimés : pionniers du recyclage

Les médias écrits ne sont pas des pollueurs. Ils sont **biodégradables** et ne portent aucunement atteinte à la qualité de l'environnement.

Depuis longtemps maintenant, nous imprimons avec des encres végétales sur du papier qui compte un fort pourcentage de fibres recyclées.

Le papier journal est un véritable pionnier du recyclage. C'est avec lui que tout a commencé. S'il nous arrive d'hésiter entre la poubelle et le bac de récupération pour de nombreux produits que l'on utilise au quotidien, ce n'est pas le cas du journal.

C'est certainement pourquoi il s'agit de la seule matière pour laquelle les objectifs de valorisation sont véritablement respectés, voire largement dépassés. La dernière étude de caractérisation parrainée par Recyc-Québec³ a prouvé que le papier des médias écrits est récupéré aux deux tiers. On pourrait même défendre que ce chiffre sera encore plus grand en 2008, puisque la récupération gagne du terrain d'année en année.

Aspects comparatifs

La gestion des matières résiduelles est une préoccupation pour un nombre sans cesse grandissant de gouvernements. L'Association canadienne des journaux s'est intéressée à ce qui se faisait ailleurs et il est fascinant de constater le **statut particulier** que l'on confère aux **médias écrits**.

Il n'est pas un État de par le monde où l'on exige des médias écrits une contribution directe au programme de gestion des matières résiduelles.

Partout, on justifie ce statut par le rôle important qu'ils jouent dans la société.

Les quotidiens, les hebdomadaires et les magazines ne sont **pas de simples contenants ou encore du matériel d'emballage**.

³ Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2006-2007, rapport synthèse, page 15, graphique 5; <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/Rapport-Synthese-Caract.pdf>.

Certains gouvernements ont tout de même développé une formule qui demande aux médias écrits de participer à la **promotion de la valorisation** des matières résiduelles et c'est le cas du Québec.

Lors de l'élaboration du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*, le gouvernement d'alors a conclu une entente avec les médias écrits.

Cette dernière prévoit l'utilisation d'espaces publicitaires afin de faire la promotion de la collecte sélective municipale.

Des ententes similaires ont été prises par d'autres gouvernements. C'est le cas de l'Ontario, du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et même de l'Australie.

Ces gouvernements, comme plusieurs autres, **offrent un statut différent aux médias écrits**, puisqu'ils reconnaissent leur importance dans le **maintien du système démocratique** tout comme l'immense fenêtre qu'ils offrent pour la **promotion du recyclage** auprès du grand public.

Il faut aussi noter la valeur économique significative que les médias écrits représentent comme source de financement des activités de collecte et de valorisation. C'est payant de recycler les vieux journaux.

Partout, les médias écrits font face à une **concurrence** toujours plus **féroce**. Les gouvernements qui reconnaissent le rôle joué par nos membres dans le développement social et économique de nos sociétés évitent de **menacer leur existence** en développant des ententes appropriées, conjointement.

Aspects économiques

Nos médias écrits évoluent dans un marché qui se renouvelle de jour en jour. Leurs **concurrents** ne se retrouveront jamais dans un bac de récupération, ils sont soit virtuels, soit électroniques : c'est la télé, la radio ou l'Internet. Et tous s'abreuvent à la même source, la publicité.

C'est connu, les habitudes des consommateurs définissent l'offre. De plus en plus, ils se détournent des médias écrits au profit des médias électroniques. Ils peuvent naviguer sur Internet lorsqu'ils sont au bureau peu importe le moment de la journée, et avoir droit à une information actualisée et en direct.

L'Internet prend une place de plus en plus prépondérante dans des secteurs tels ceux des petites annonces, de carrières, de l'automobile, de l'immobilier ciblant ainsi une base significative de revenus des médias écrits, alors que les revenus, associés à ces secteurs, s'inscrivent dans le financement des salles de rédaction des médias écrits.

La radio meuble leurs déplacements et une fois à la maison, les nombreuses chaînes télévisées spécialisées prennent la relève. Le premier vit dans un marché protégé par sa licence; le deuxième vit d'un système de redevances.

Ceci est le terrain hautement concurrentiel sur lequel évoluent les médias écrits.

La réalité, c'est que les médias écrits sont de plus en plus fragilisés par cette concurrence.

Un simple examen des données des quatre dernières années montre qu'une forte proportion des publications doit composer avec une baisse graduelle de leur lectorat et leur assiette publicitaire est fortement convoitée, voire grugée.

La situation semble encore plus grave si on regarde la dernière année seulement. Les choses ne s'améliorent pas.

Cette tendance se confirme, et ce, même si les médias écrits ont recours à des stratégies de vente à prix très escomptés. Vous remarquerez, par ailleurs, qu'il est de plus en plus fréquent de se faire offrir un exemplaire gratuit d'un journal.

Cette situation ne fait pas exception au Québec. On remarque la même chose partout au Canada et aux États-Unis.

Si nous demandons aux médias écrits de contribuer encore plus qu'ils ne le font pour financer les collectes de matières résiduelles, nous les fragilisons davantage en les plaçant dans une **situation concurrentielle défavorable par rapport aux médias électroniques** qui, eux, n'auront jamais à le faire.

Cette concurrence est d'autant plus vive qu'étant considérés comme des produits culturels, les journaux et les hebdomadaires ne profitent d'aucune aide directe ou indirecte des gouvernements.

Ce n'est pas le cas de la télévision qui profite notamment du Fonds canadien de télévision.

Si nous devons augmenter le prix de nos publications, ceci occasionnerait une baisse directe de notre tirage et diminuerait d'autant notre pouvoir d'attraction face aux publicitaires. Ce cercle vicieux accentuerait grandement la précarité de notre industrie.

Notre marge d'erreur est très mince. En 1991, par exemple, la combinaison des taxes de vente et produits et services a occasionné aux quotidiens d'ici une **baisse importante de leur lectorat**.

L'augmentation de leurs tarifs publicitaires et de vente du journal pour absorber la hausse du prix du papier en 1995 a eu la même incidence.

Les médias écrits sont **plus taxés que les médias électroniques**, nos membres sont donc d'excellents citoyens corporatifs. Au Québec, la TVQ génère bien sûr des revenus au gouvernement, mais elle accroît aussi une pression financière déjà substantielle sur les médias écrits qui en ont été exemptés dans d'autres provinces.

Les journaux, les hebdomadaires et les magazines sont d'une très grande importance dans le système de collecte sélective comme nous l'avons mentionné précédemment.

En effet, le **papier** pour les imprimer représente une valeur économique indéniable et un élément probant de la **rentabilité au soutien de la collecte** sélective au Québec, particulièrement lorsqu'il est comparé aux autres matières résiduelles. Il serait donc paradoxal que soit durement pénalisée l'industrie des médias écrits, à la source d'une matière non polluante et, de plus, fortement rentable pour la collecte sélective, alors que l'objectif du gouvernement est de favoriser le recyclage.

Conclusion

Le financement du système de collecte sélective est certainement un enjeu important. À nos yeux, le gouvernement ne doit pas, par contre, considérer cette question comme un simple problème de financement.

Depuis les 10 dernières années, le monde des médias a beaucoup évolué et dans 10 ans, il sera certainement ailleurs.

Les médias écrits ont perdu beaucoup de chemin face aux médias électroniques et rien ne laisse présager un renversement de la tendance.

Le phénomène de la mondialisation des marchés et l'accès instantané à des réseaux d'information vastes et diversifiés exercent d'énormes **pressions sur notre modèle culturel** et soulèvent des interrogations cruciales sur la capacité des pouvoirs publics à protéger les cultures.

Pouvons-nous alourdir le fardeau financier des médias écrits? Un tel geste n'est-il pas simplement une action concrète en faveur de leur disparition? En limitant la diffusion des médias écrits, nous privons la société d'une ouverture sur notre culture et sur son développement.

D'autres gouvernements ont eu à trouver des sources de financement pour la collecte des matières résiduelles et, heureusement, ils ont compris que les médias écrits n'étaient pas la réponse.

Depuis 2002, Recyclemédiat croit que les espaces publicitaires qu'offrent les médias écrits demeurent l'outil le plus approprié pour sensibiliser la population à la collecte sélective municipale et représentent une contribution très significative à l'atteinte de l'objectif global.

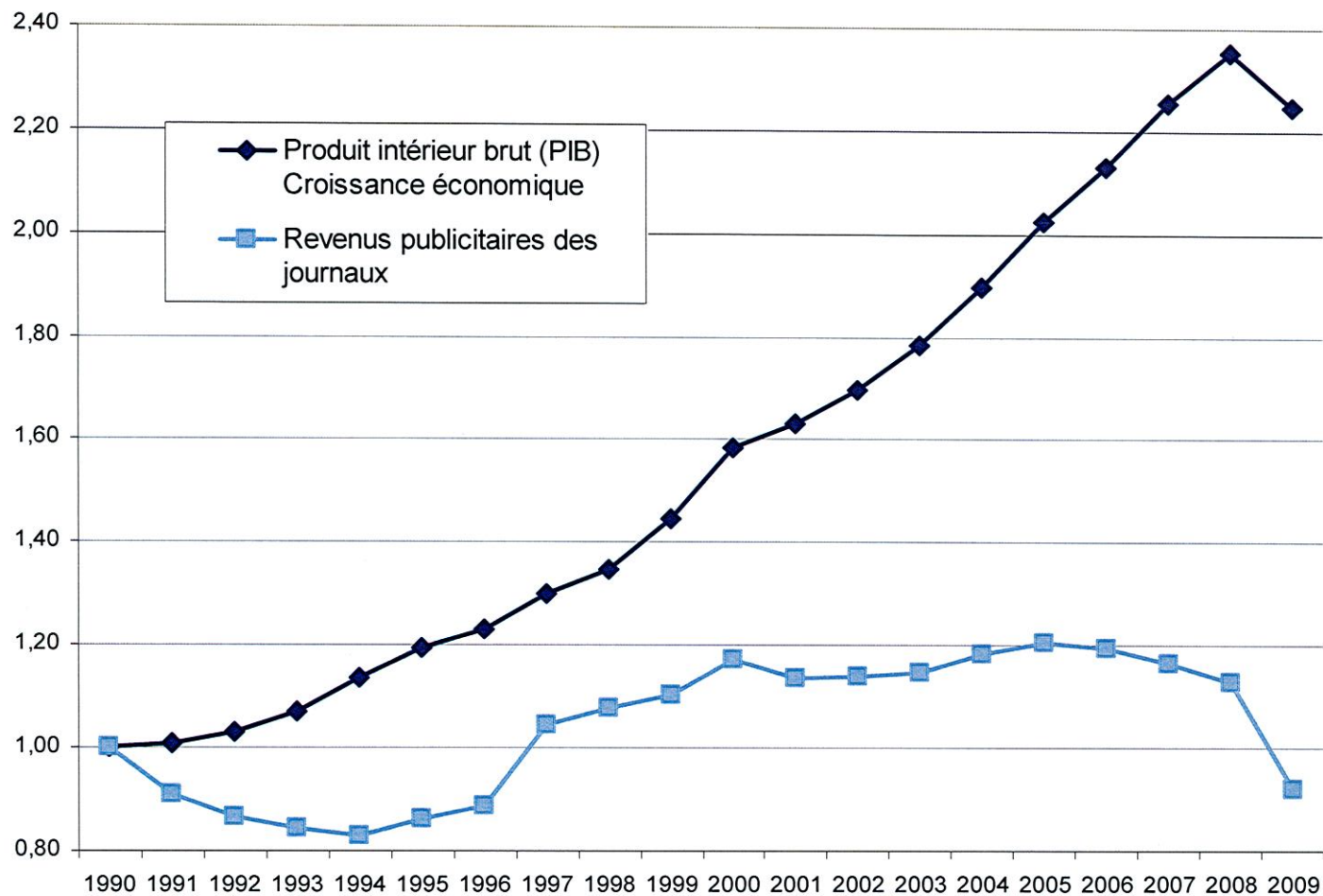
C'est encore plus vrai aujourd'hui, dans un contexte où toute décision susceptible d'alourdir, même sensiblement, le fardeau financier des médias écrits constitue un risque important pouvant mener à des situations dramatiques pour plusieurs d'entre eux.

Quelqu'un devra financer le système de gestion des matières résiduelles. Nous devons nous donner les moyens de nos choix ou peut-être même le contraire : choisir ce que nous avons les moyens de faire. Dans tous les cas, il faut se demander quels seront les impacts de ces choix.

Nous espérons vivement que personne n'oubliera l'importance du développement social et culturel dans la notion de développement durable.

C'est toute notre culture et notre société qui pourrait y perdre au change. En avons-nous les moyens ?

Évolution des revenus de publicité dans les journaux vs PIB (Canada)



Source : ZenithOptimedia et Association canadienne des journaux